





Madagascar – Programme Pays Note de Synthèse du système de suivi-évaluation du COSOP N*5/2010 – CAPFIDA - Décembre 2010

La note de synthèse sur le SE COSOP informe sur les progrès réalisés sur la mise en œuvre du COSOP 2007-2012 à Madagascar et a permis d'appuyer la revue annuelle qui s'est tenue en mars 2011. Au niveau opérationnel, cette note présente et analyse les résultats du programme pays pour les quatre dernières années de sa durée et renseigne sur les futures orientations. Au niveau institutionnel, la note peut être utilisée dans le suivi régional des pays par le FIDA.

Vue d'ensemble du système de Suivi-Evaluation du COSOP (SE COSOP)

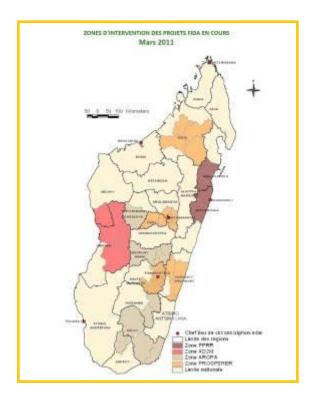
Le système SE COSOP a été mis en place à Madagascar afin de mieux comprendre les résultats et l'impact du programme pays. Le système a été construit à partir de données soigneusement sélectionnées et agrégées pour chacun des projets.

Les données susmentionnées sont ensuite enregistrées dans le système SEGS (mis en place à partir de 2007), dont la phase II a démarré en Octobre 2010 et maintenant appelé **Zara-fida** (« partage » en Malgache). Des indicateurs-clé sont définis à partir du cadre logique de chaque projet. Ils sont utilisés par la suite pour renseigner sur l'avancement des objectifs principaux et spécifiques des projets, mais aussi du cadre de résultat du programme pays(voir en Annexe). Les indicateurs, une fois insérés, dans le système de SE COSOP, permettent d'effectuer une analyse globale de l'ensemble des projets au niveau du programme pays. Le système SE déjà existant pour chaque projet a permis de travailler sur des données remontant jusqu'à 2001/2002.

L'analyse consiste à interpréter l'observation des tendances des indicateurs-clé des projets associés aux objectifs principaux du COSOP pour les indicateurs de ses trois objectifs spécifiques, à savoir : i) amélioration de la gestion des risques, ii) amélioration des revenus des ruraux pauvres, et iii) professionnalisation des petits producteurs afin de les associer plus étroitement au développement économique et politique du pays.

Dans un souci permanent d'amélioration du système conduisant à une amélioration de la performance du programme pays et des projets, un important travail a été effectué au cours du troisième trimestre 2010 sur l'amélioration des outils d'analyse du suivi du COSOP et des projets. Ce travail vise en particulier à systématiser les sorties des bases de données des projets notamment l'annexe 1D et les sorties RIMS et à les agréger dans la base de données FIDAMADA en cours de refonte qui permettra à terme de croiser les données physiques et financières. En outre un tableau de suivi pourra en être extrait. Il contiendra les indicateurs principaux de suivi de COSOP et sera mis en ligne et diffusé à l'ensemble des partenaires.

Contexte actuel du pays



Le programme pays couvre 13 des 22 régions et bénéficie directement à plus de 800 000 personnes, soit plus de 10 % de la population rurale du pays. La durée moyenne de mise en œuvre actuelle des projets est de 3.7 ans. Le projet le plus ancien et le plus récent ont respectivement 6 et 1.5 ans d'exercice. La préparation de FORMAPROD, dont l'objectif est la formation agricole des producteurs, vient d'être finalisée. A l'heure actuelle le programme pays à Madagascar est constitué de 4 projets sur prêts FIDA: PPRR, AD2M, **PROSPERER** AROPA et atteignant un portefeuille de 65,5 M USD pour la première fois dans la coopération FIDA / Madagascar.

Il comprend aussi un don de l'Union Européenne pour la résilience aux crises alimentaires. Ce don, d'un montant de 12,5 millions d'Euros est mis en œuvre par l'ensemble des projets en cours dans le pays. Le portefeuille a doublé en volume entre 2007 et 2009.

D'une manière générale on note une amélioration du portefeuille du FIDA à Madagascar au cours de l'année 2010. Malgré la situation politique les quatre projets en cours (AD2M, PPRR, PROSPERER et AROPA) ainsi que PARECAM ont montrés de bons résultats.

En 2010, le secteur agricole a été le principal rempart contre les effets de la crise politique persistante, c'est en effet le seul secteur qui a eu et continue d'avoir une croissance positive de l'ordre de 7% par an. Le gouvernement de transition a tenu un référendum sur la constitution en novembre 2010.

Au niveau du FIDA à Madagascar, l'année 2010, a été consacrée plus particulièrement à l'amélioration de la performance des projets en cours et le renforcement des résultats du programme de pays et des impacts. 2011 verra aussi la poursuite du programme de pays du système suivi-évaluation, à travers la deuxième phase du SEGS (Zarafida) afin de mieux évaluer les résultats et les impacts des opérations du FIDA et de nourrir le système de gestion des connaissances. L'appui à l'exécution de la subvention sera renforcé afin d'accélérer leur mise en œuvre et leur intégration dans le programme de pays.

Le programme pays a connu un progrès significatif malgré un contexte pesant pour les projets : (i) une année 2010 « chargée » par PARECAM qui est en phase de croisière avec un engagement fort des projets et par le nombre de missions qui a fortement augmenté (supervision, revue, ..) (ii) une année 2010 marquée par une crise politique qui perdure et (iii) AROPA qui est en phase de restructuration.

Néanmoins, la crise conjoncturelle que traverse actuellement le pays ainsi que l'engagement fort des projets dans la réalisation et le développement des activités de PARECAM ont poussé à une l'implication soutenue de ces projets. Même si la crise politique a persisté au cours de l'année 2010, la situation continue d'être calme sur le terrain. Cela a permis de poursuivre la mise en œuvre technique des projets en cours. La quasi-totalité des responsables techniques au sein du ministère en charge de l'agriculture et de celui des finances sont restés à leur poste. Cette continuité a beaucoup facilité la mise en œuvre des activités des projets.

Analyse des Indicateurs COSOP

Le FIDA est reconnu à Madagascar pour son expertise dans les activités productives agricoles (PHBM : 1996-2008) et possède des avantages comparatifs dans ce domaine (PPRR, Ad2M, PROSPERER, AROPA). Un des objectifs de la revue du COSOP 2011 était la prise en compte de l'évolution de la situation nationale et régionale afin de formuler les recommandations stratégiques, pour un renforcement de la mise en œuvre du programme. La mission de revue 2010 a formulé des recommandations prioritaires regroupées autour de trois axes: (i) le renforcement et amélioration du niveau de qualité du Programme ; (ii) le développement de l'efficience par la systématisation des méthodes et outils ; (iii) l'accroissement des impacts au niveau des bénéficiaires et pérennisation.

EXÉCUTION FINANCIÈRE DES PROJETS ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

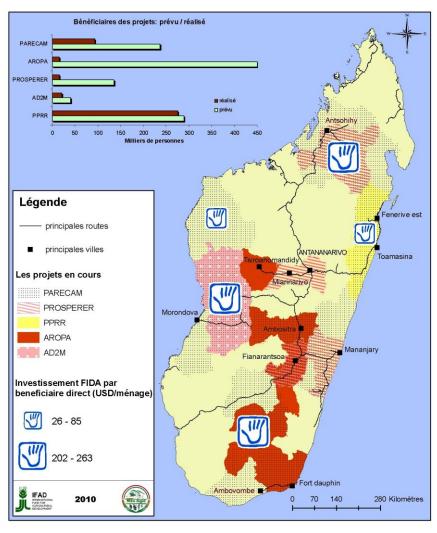
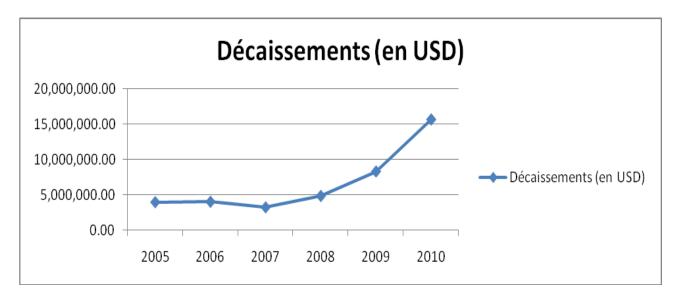


Figure 2 : Evolution des décaissements

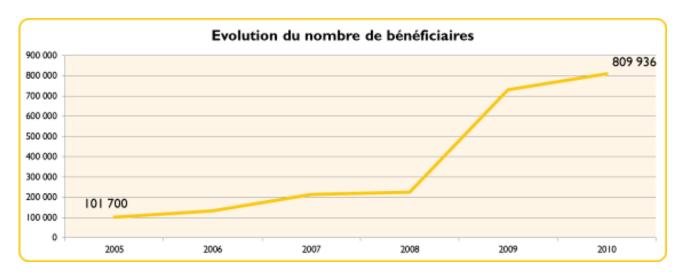
Projet	Décaissements (en USD)					
	2005	2006	2007	2008	2009	2010
PADANE	982,960.17	780,485.78				
PHBM	2,759,793.24	1,874,247.57	1,684,639.68	1,400,558.04	176,496.51	
PPRR	243,665.93	1,383,424.28	1,386,490.88	1,879,502.13	2,055,323.81	2,859,895.00
AD2M	-	-	183,500.04	1,582,456.33	2,047,206.78	1,687,523.00
PROSPERER	-	-	-	-	1,777,856.39	1,780,928.00
AROPA	-	-	-	-	617,437.84	2,176,294.00
Total (1)	3,986,419.34	4,038,157.63	3,254,630.60	4,862,516.50	6,674,321.33	8,504,640.00
PARECAM	-	-	-	-	1,640,725.07	7,152,505.00
Total (1) + PARECAM	3,986,419.34	4,038,157.63	3,254,630.60	4,862,516.50	8,315,046.40	15,657,145.00



Au cours de l'année 2010, les activités des projets ont été menées d'une manière générale conformément aux Plans de travail et budget annuel. Cette situation explique l'importance des taux de décaissements des quatre projets FIDA. Ainsi, les décaissements totaux sur le portefeuille du FIDA au cours de l'année 2010 s'élèvent à plus de 15,6 millions USD. Cela inclut le projet PARECAM, financé par le don de la facilité alimentaire de l'Union Européenne qui a été décaissé à hauteur de 7,152 millions USD pour l'année 2010. Comme au cours de l'année 2009; ce nouveau programme a été exécuté rapidement en utilisant les dispositifs des projets en cours.

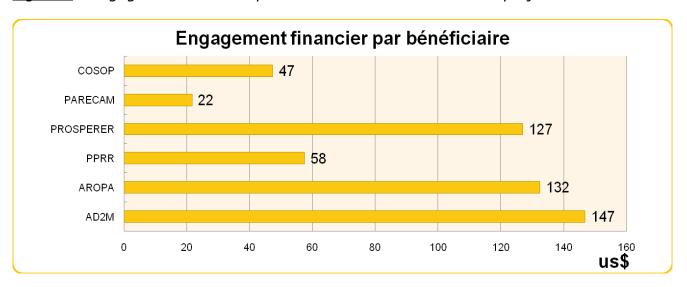
Cette bonne performance de décaissement du programme pays est liée notamment à : (i) une maîtrise des différentes procédures de mise en œuvre et une efficacité au niveau de la planification des activités conduisant à un bon taux de réalisation de PTBA de chaque projet (ii) au Programme PARECAM qui est caractérisé par une durée de vie courte (29 mois) et une mise en place très rapide et effective, malgré le contexte politique difficile dans toutes les zones du pays couvertes par les projets financés par le FIDA (PPRR, Ad2M, PROSPERER, AROPA) ainsi que les projets BVLac et BVPI.

<u>Figure 3</u> :Nombre total de bénéficiaires depuis le début des activités FIDA à Madagascar



Le nombre de bénéficiaires directs touchés par les actions du FIDA n'a cessé d'augmenter depuis la mise en œuvre du COSOP. Ce chiffre est passé de 100 000 en 2005 à près de 800 000 actuellement, dont 83700 ménages sont des bénéficiaires directs de PARECAM.

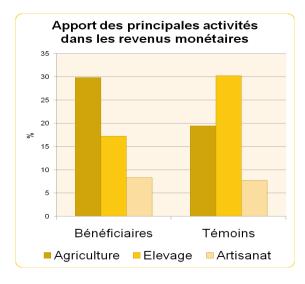
Figure 4 : Engagement financier par bénéficiaire dans chacun des projets en cours



L'engagement financier par bénéficiaire direct est de 47 USD en moyenne sur l'ensemble du programme, mais avec de grandes différences entre les projets (selon nature du projet, étendue géographique, ancienneté, etc.).

Impact sur les revenus avec les enquêtes annuelles de revenus

En fin d'année 2010 des enquêtes de revenus des ménages ont été menées sur l'ensemble des projets du programmes pays y compris PARECAM afin d'évaluer leur impact. Ces enquêtes seront à l'avenir renouvelées annuellement. Cette étude a établi que les ménages bénéficiaires du programme gagnent 60 % de plus que l'échantillon témoin.

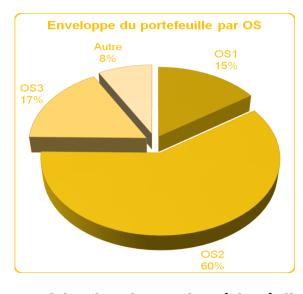


L'analyse de la structure des revenus à amène dire que l'amélioration revenus des monétaires des ménages bénéficiaires est essentiellement due à une augmentation de la commercialisable part des produits de l'agriculture et de la diversification des activités des ménages. Ce qui amène confirmer la pertinence des orientations stratégiques retenues par le FIDA pour son Programme Pays.

Objectif global et stratégiques du COSOP et contribution de chaque projet

L'objectif global du COSOP : Promouvoir le développement régional par une approche inclusive en faveur des pauvres, afin que les ménages les plus vulnérables puissent profiter de la croissance économique en milieu rural et améliorer leurs conditions de vie, se décline en trois objectifs spécifiques(OS) à savoir : (i) Objectif Spécifique 1 : Améliorer la gestion des risques et réduire la vulnérabilité des ruraux pauvres en leur donnant plus largement accès aux ressources et aux services, à savoir : (i) services d'appui, (ii) sécurisation foncière, (iii) services financiers ; (ii) Objectif Spécifique 2 : Accroissement des revenus des ruraux pauvres par la diversification et des activités agricoles et la promotion de l'entreprenariat rural ; et, (iii) Objectif Spécifique 3 : Professionnaliser les petits producteurs et leurs organisations pour les associer plus étroitement au développement économique et au dialogue sur les politiques.

Répartition du programme pays par objectif stratégique du COSOP

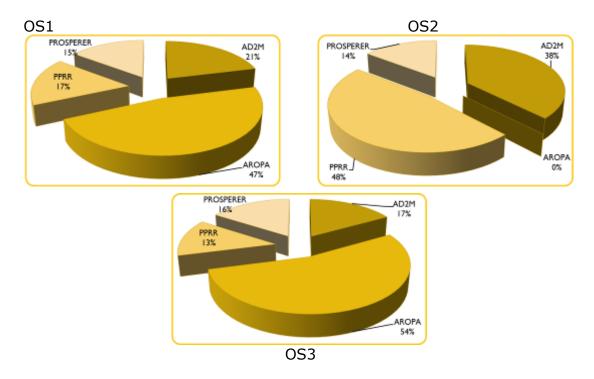


Le diagramme ci-contre montre que le programme pays s'équilibre entre les OS 1 et 3 et un accent particulier sur l'OS2. Ceci est notamment dû à des projets de développement agricole intégrés comme AD2M ou le PPRR. Les projets plus récents ont approches différentes basées sur axes développement des de privilégiés comme l'entreprenariat organisations rural ou les paysannes.

Participation des projets à la réalisation des OS du COSOP

En effet, chaque objectif présenté dans le cadre logique des différents projets est lié à un des trois objectifs spécifiques du COSOP. Par conséquence, certains des indicateurs clés employés pour suivre les objectifs de projet sont également reflétés dans la structure du COSOP, qui est aussi liée au MAP et au système de résultats corporatifs du FIDA (MfDR).

Participation des projets à la réalisation des OS du COSOP



Les diagrammes ci-dessus mettent en exergue les différentes générations de projets : les projets plus anciens, plus agricoles avec des conceptions de développement intégrés qui répondent plus à l'OS2 (PPRR, AD2M), puis le COSOP s'est orienté vers des projets plus spécifiques comme les organisations paysannes (AROPA OS3). PROSPERER est le projet le plus équilibré par rapport aux OS du COSOP auxquels il contribue à part quasi égale.

Quelques indicateurs d'Objectif Spécifique provenant du tableau SE COSOP sont repris et analysés ci-dessous. Ceci permet d'obtenir un aperçu sur le Programme pays au 30 décembre 2010.

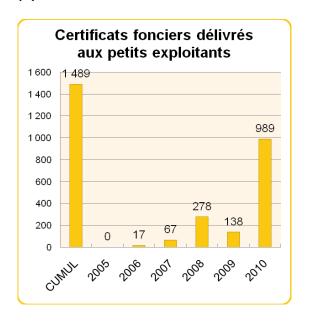
Objectif Spécifique 1:

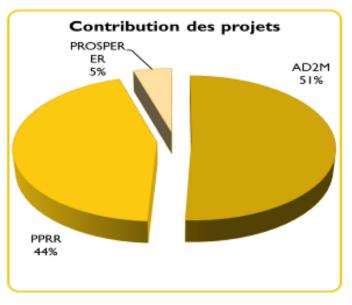
Améliorer la gestion des risques et réduire la vulnérabilité des ruraux pauvres en leur donnant plus largement accès aux ressources et aux services, à savoir : (i) services d's, (ii) sécurisation foncière, (iii) services financiers.

(i) Services d'Appui

En ce qui concerne les formes de services non financiers, 5 300 demandes ont été satisfaites à travers les 14 CSA appuyés par AROPA et 5 433 MER ont aussi sollicité les services d'appui des 19 Guichets Uniques Multiservices (GUMS) mis en place par PROSPERER. Il faut noter que le programme a complètement évolué en matière d'approche en se concentrant davantage sur la facilitation de l'accès des producteurs aux services d'appui et sur le développement de projets professionnels, et non plus sur l'encadrement pur et simple. Ces chiffres ont été relevés pour l'année 2010 uniquement nous pourront dans les années à venir suivre leur évolution.

(ii) Sécurisation Foncière

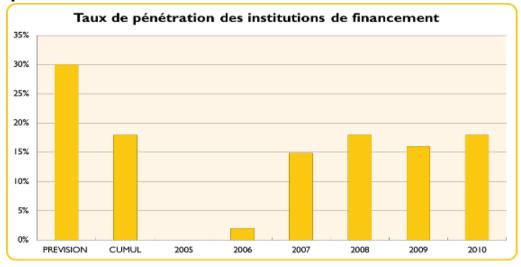




Concernant l'accès aux ressources foncières, le programme a appuyé un total de 63 guichets fonciers, qui ont délivré près de 1500 certificats fonciers délivrés au total dont près de 1000 en 2010. On note le rôle croissant du PPRR dans la délivrance de ces certificats. Par ailleurs, le programme continue son appui au Programme national foncier, ce qui constitue un élément important pour la continuité de ce dernier.

(iii) Services Financiers

Taux de pénétration des institutions de financement

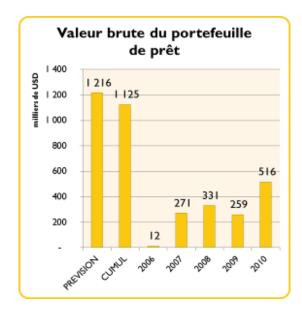


En matière d'accès aux services financiers, il y a eu une nette amélioration du taux de pénétration des IMF, ce qui se traduit par une forte augmentation du nombre d'emprunteurs actifs parmi les bénéficiaires du programme. Ce sont les plus anciens projets qui ont obtenu les résultats les plus probants, néanmoins les efforts consentis par les projets assez récents commencent aussi à porter leur fruit avec, notamment, une collaboration effective avec les IMF et des approches prometteuses en matière de facilitation de l'accès au financement. Néanmoins ceux-ci restent en dessous des prévisions.

Les conventions signées en 2010 par PROSPERER avec CECAM, TIAVO et PAMF pour l'extension du réseau pour l'extension des réseaux (05 nouveaux points de service

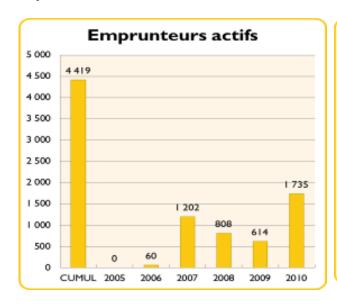
permanent créés, 02 nouveaux points de services périodiques créés et 04 points de service existants renforcés), par AD2M avec CECAM, et par PPRR avec OTIV laisse envisager que le taux de pénétration devrait augmenter au cours de l'année 2011 sur l'ensemble du programme pays. C'est un processus lent qui ne se traduit pas encore de manière significative par une augmentation de ce taux en 2010.

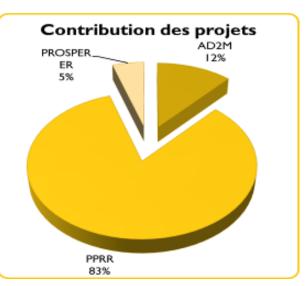
Valeur brute du portefeuille de prêts



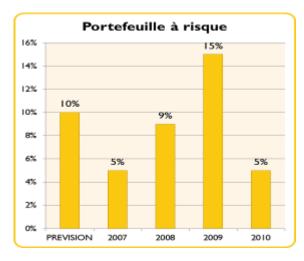
On constate une progression de la valeur brute du portefeuille pratiquement doublée 2009 et 2010. En effet avant 2010 les chiffres étaient principalement ceux du PPRR qui était alors le seul projet à travailler sur la microfinance. Progressivement PROSPERER et développé AD2M ont des conventions avec les IMF qui devraient se traduire à l'avenir par un accroissement de cette valeur brute.

Emprunteurs actifs



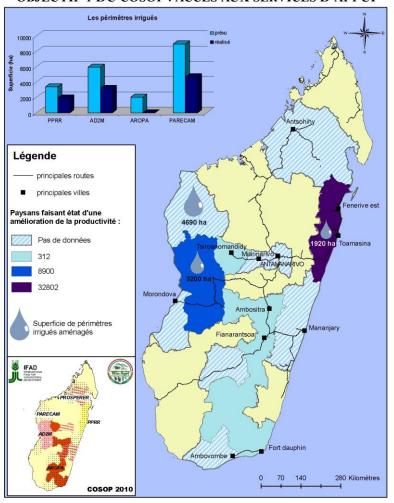


Sur l'ensemble du programme pays on note une nette progression des emprunteurs actifs en 2010, pour laquelle PPRR a largement contribué. Avec l'ouverture de 5 nouveaux pôles. Mais on assiste à une progression des projets PROSPERER et AD2M dans le domaine en lien avec les conventions signées en 2010, qui se traduit déjà par ces bons résultats. En effet entre la fin du premier semestre 2010 et la fin de I années plus de 1000 nouveaux emprunteurs actifs ont été comptabilisés sur le programme pays et ce malgré la crise persistante.

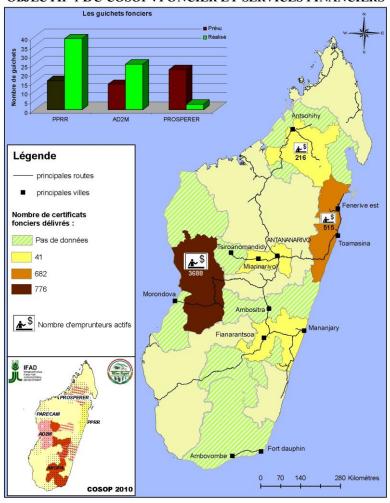


Le portefeuille à risque qui avait augmenté au début de la crise politique, se stabilise autour de 7% avec une légère baisse au en 2010 à 5% Ce bon résultats provient de la mise en place par les projets ace de nouveaux produits financiers (crédit soudure, de campagne, de stockage) qui ont permis d'éliminer un certain nombre de contraintes.

OBJECTIF 1 DU COSOP : ACCÈS AUX SERVICES D'APPUI



OBJECTIF 1 DU COSOP : FONCIER ET SERVICES FINANCIERS

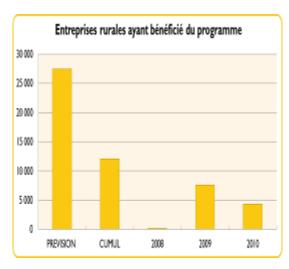


<u>Objectif Spécifique 2 :</u> Accroissement des revenus des ruraux pauvres par la diversification et des activités agricoles et la promotion de l'entreprenariat rural.

Le deuxième objectif stratégique vise à améliorer les revenus des ruraux pauvres par la diversification des activités agricoles et la promotion de l'entrepreneuriat rural, en agissant sur le développement des micros, petites et moyennes entreprises rurales, la promotion de la formation professionnelle, et l'amélioration de l'accès au marché. Les deux premiers domaines sont des prédilections du projet PROSPERER, qui a jusqu'à maintenant bénéficié à 20 800 MER dans ses cinq régions d'intervention.

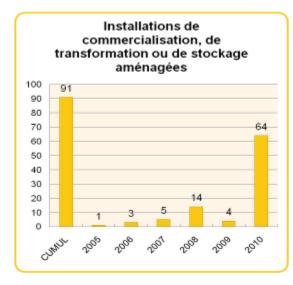
(i) Développement des petites et moyennes entreprises rurales

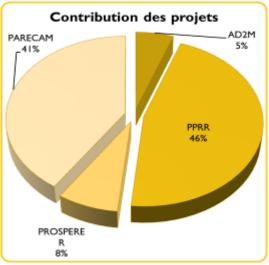
Entreprises rurales ayant bénéficiées des services du projet



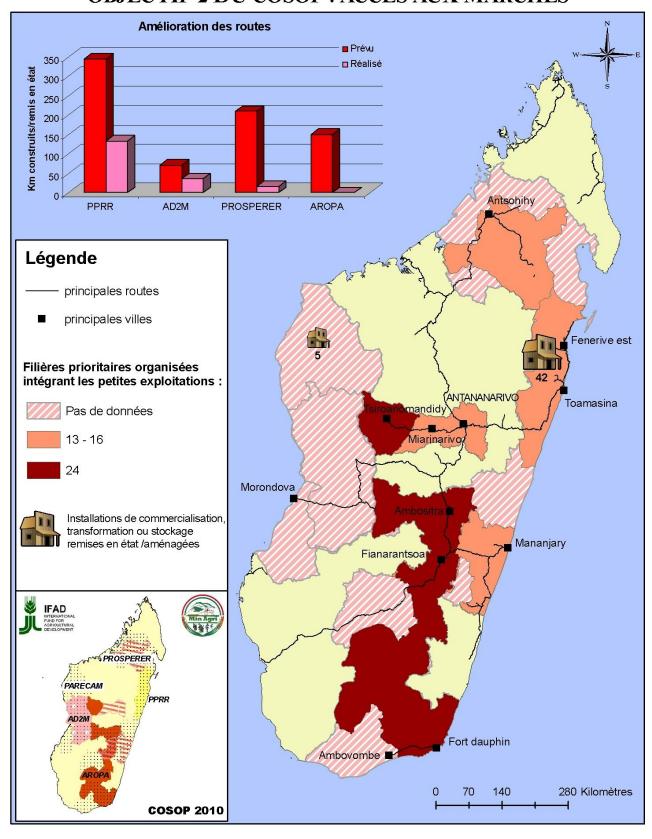
Presaue 5000 MER validées ont bénéficié des services de PROSPERER au cours de l'année 2010. Ce chiffre reste en decà de la moitié des résultats de 2009. En effet PROSPERER au cours des premières années de mise en œuvre a adopté une approche globale visant a touché un maximum de MER. Dans un seconde phase le projet se concentre sur l'appui aux MER identifiées, d'où un ralentissement relatif du nombre de MER ayant bénéficiées du projet

Installation de commercialisation, transformation de stockage aménagées et ou remises en état





OBJECTIF 2 DU COSOP: ACCÈS AUX MARCHÉS



Les chiffres pour l'années 2010 sont nettement supérieurs à ceux des années précédentes. Les activités de PARECAM dans le cadre du résultat 3 y ont très fortement contribué comme le montre le diagramme. Cependant on constate que ce n'est pas uniquement grâce à PARECAM. PPRR qui a aussi bien développé les infrastructures. 91 installations de commercialisation, de transformation, de stockage ont été aménagées ou remises en état. En ce qui concerne la mise en marché de la production, le PPRR a appuyé la commercialisation de près de 1700 tonnes de produits à travers les 14 Centres d'Accès au Marché (CAM) mis en place.

Greniers Communautaires Villageois construits

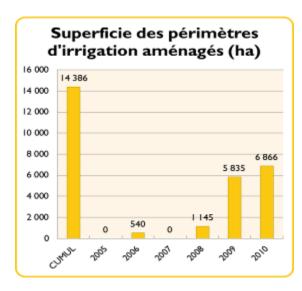


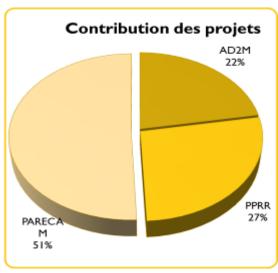
En effet 38 GCV ont été construits et réceptionnés au cours de cette année pour une capacité totale d'environ 950 t. On prévoit une capacité de stockage en augmentation de 1000t d'ici la fin de PARECAM.

Routes et autres infrastructures

En 2010, 206 km de pistes ont été construits ou réhabilités sur un objectif de 1 485 km. Le programme pays sur cet objectif accuse d'importants retards.

Périmètres agricoles aménagés





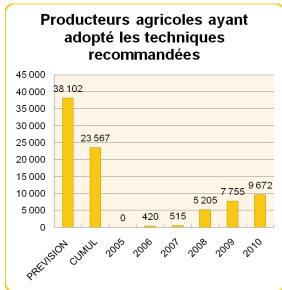
Sur un autre plan, les avancées en matière d'aménagements hydroagricoles sont assez importantes et méritent d'être soulignées. En effet, le programme a, à ce jour, permis d'aménager près de 14 000 ha de périmètres irrigués dont près de la moitié a été réalisée à travers PARECAM et desservent 28500 bénéficiaires pour une augmentation attendue de production de l'ordre de 30 000 tonnes.

Rendement rizicole

Les résultats du programme en matière d'amélioration de la production sont tout aussi palpables, l'amélioration globale des rendements rizicoles dans les zones d'interventions du FIDA à Madagascar en est l'une des plus importantes illustrations.



rendements moyens l'ensemble de l'année 2010 (3.75 t/ha) sont légèrement inférieurs à ceux de 2009 et de 2008 avec la clôture du PHBM. Ces résultats en deçà des attentes s'expliquent par les conditions climatiques de 2010 favorables à la riziculture contrairement à celles de 2008 dont les résultats ont été exceptionnels. Ils s'expliquent aussi par une extension progressive des techniques de SRI et SRA, notamment dans le cadre de PARECAM.

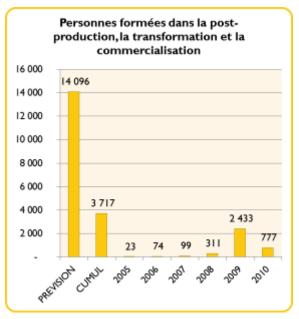


En effet les agriculteurs testent dans un premier temps les nouvelles techniques. S'ils sont satisfaits, ils l'étendent par la suite. C'est un processus long à notamment en matière d'impact. Le nombre de personnes ayant adopté les nouvelles techniques reste encore faible par rapport aux nombre de personnes formées.

Au vu du rythme d'adoption des techniques qui ne se concrétise pas encore au niveau de l'augmentation des rendements, il convient que les projets fassent un effort important pour réaliser la montée en puissance des rendements agricoles d'ici l'année 2011.

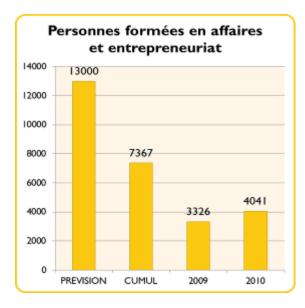
(ii) Formation Professionnelle

Personnes formées dans les domaines de la post-production, de la transformation et de la commercialisation



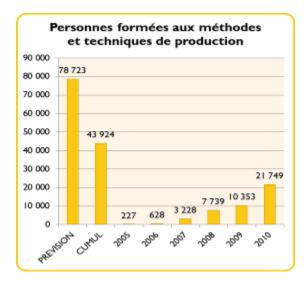
Les chiffres de l'année 2010, restent largement inférieurs à ceux de 2009, dont le pic correspond au début de PROSPERER dans les formations « Marketing et commercialisation ». Il n'est cependant pas négligeable au vu des années 2008 et antérieures.

Personnes formées en affaires et entreprenariat



En 2010, 4041 personnes ont été formées en affaires et entreprenariat ce représente un progrès relativement faible par rapport à 2009.

En effet la stratégie du projet PROSPERER en 2009 s'est basée sur une formation de masse. Pour 2010 le projet s'est concentré sur l'accompagnement des MER ayant reçu la formation de masse.



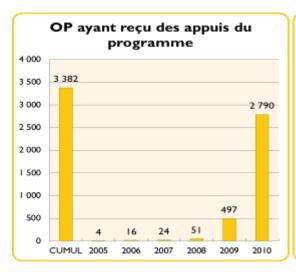
Il s'agit ici des personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole, animale halieutique. Le nombre de personnes formés dans ces domaines a plus que doublé entre 2010. 2009 et Ces résultats devraient se concrétiser dans les mois à venir dans par augmentations de rendements. Il cependant important continuer à suivre ces personnes afin d'évaluer le taux d'adoption de ces techniques.

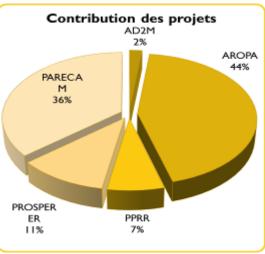
On note que de gros efforts ont été portés en 2010 sur la formation sur l'ensemble du programme pays et dans des secteurs diversifiés totalisant un nombre de formés sur l'année de presque 30 000 personnes.

<u>Objectif Spécifique 3 :</u> Professionnaliser les petits producteurs et leurs organisations pour les associer plus étroitement au développement économique et au dialogue sur les politiques

Renforcement des Organisation Professionnelles

Sur l'ensemble du portefeuille on note d'important progrès dans ce domaine. Ceci est du principalement à la montée en puissance des activités d'AROPA qui est maintenant dans sa seconde année.

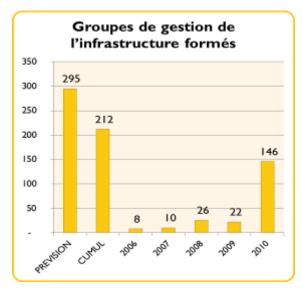




Le programme a appuyé 3 382 organisations paysannes réparties dans les 13 régions d'intervention. L'appui aux organisations professionnelles porte largement sur leur structuration et leur renforcement dans les compétences techniques et organisationnelles, mais leur capacité de fournir des services aux membres est encore difficile à évaluer. Les organisations par filières commencent à prendre forme et se développent

dans le programme (essentiellement dans PPRR et PROSPERER). Le FIDA a développé une relation privilégiée avec les organisations agricoles nationales qui a notamment contribué à ouvrir la concertation entre ces organisations et le Ministère de l'Agriculture. Quelques plates-formes régionales de concertations ont été mises en place, mais elles ne sont pas encore assez mures pour pouvoir assumer complètement leurs rôles.

Groupes de gestion de l'infrastructure formés et/ou consolidés



On constate une importante des progression groupes gestions d'infrastructure formés en 2010 146 contre une moyenne de 20 par an les années précédentes. Il s'agit des groupes de gestion de périmètres irriqués (AUE) et de couloir de vaccination (AEL bovine). notamment mises en place dans le cadre des activités de PARECAM. Il est important à ce jour que les projets assurent un suivi afin que ces associations soient pérennes et assurer de manière puissent durable la maintenance de ces infrastructures.

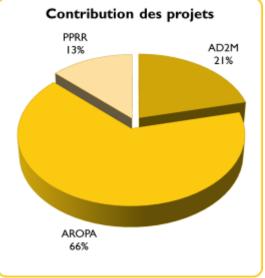
Organisations professionnelles faîtières opérationnelles



d'organisations nombre faitières opérationnelles a été multiplié par 5 entre 2009 et 2010. PPRR: 40 organisations faîtières sont concernées dans les filières suivantes: riz, ananas, pépinières, mais, pêche, apiculture, et curcuma. PROSPERER: 45 OPR ont été accompagnées. AROPA accompagné 16 OPR 2009, et 45 autres en 2010.

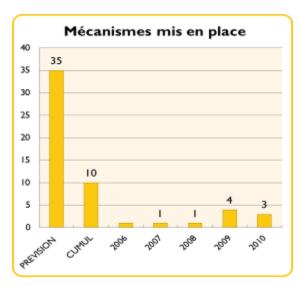
Membres des organisations professionnelles ayant reçu les appuis des projets





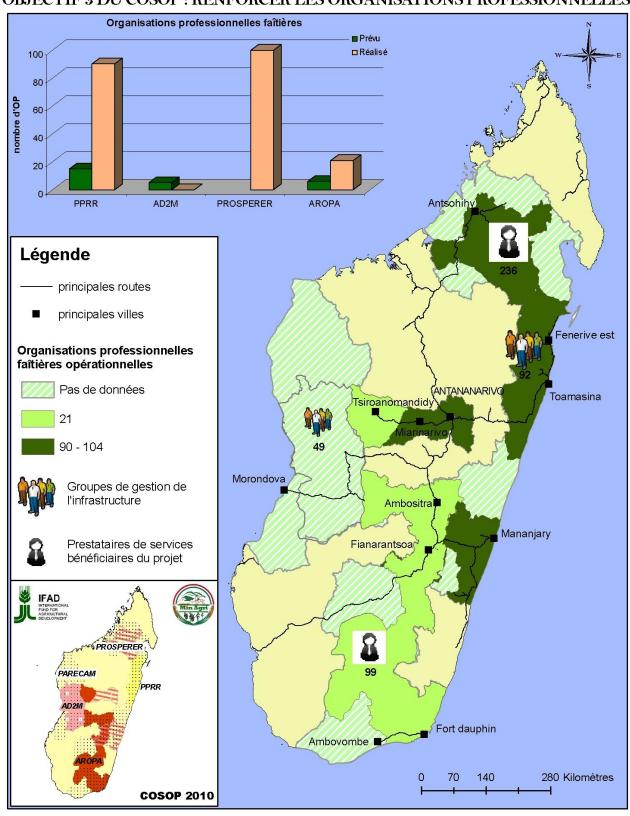
Les membres des OP ayant reçu les appuis du programme a augmenté significativement au cours des dernières années notamment grâce au projet AROPA dont ils sont les premiers bénéficiaires. AROPA commençant sa troisième années, on peut envisager que ce nombre continuera de croitre au cours des prochaines années.

Mécanismes consultatifs réunissant les acteurs des filières prioritaires mis en place et fonctionnels



plateformes total 10 concertation des filières (PCAF) ont été mises en place dont 5 parmi les 20 prévus par PROSPERER. Elles représentent principaux les mécanismes consultatifs des acteurs des filières. Dans les faits ces PCAF récemment mises en place ne sont pas encore fonctionnelles. Il est important de les accompagner afin qu'elles puissent effectivement jouer le rôle qui est le leur.

OBJECTIF 3 DU COSOP: RENFORCER LES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES



Conclusion

Cette note de suivi du programme pays 2010, nous permet de constater un certain nombre de progrès et d'évolutions positives des réalisations pour l'année 2010. Cependant ce n'est pas le cas pour l'ensemble du programme pays qui doit encore faire un certain nombre d'effort pour atteindre les objectifs du COSOP, avant la fin 2012.

Les mécanismes actuellement en cours de développement notamment dans le cadre du suivi-évaluation du programme pays visent à mieux identifier les lacunes, à mieux analyser les résultats enregistrés positifs ou négatifs afin de pouvoir apporter une réponse rapide, dans un souci d'amélioration de la performance de nos projets et du programme pays. Il est essentiel à l'heure actuelle de pouvoir tirer les leçons des réussites mais aussi des échecs pour à terme arriver à améliorer les conditions de vie des bénéficiaires directs ou indirects des projets financés par le FIDA à Madagascar. C'est sur ce dernier point que devront se concentrer les efforts des équipes. De nombreuses activités sont en cours, ou démarrent à peine, mais il faut les suivre avec attention afin d'assurer un impact sur les populations concernées.

En conclusion, le programme pays du FIDA à Madagascar compte 5 projets en cours de mise en œuvre dont 4 sur prêt et 1 sur don de l'UE représentant un investissement total 83 millions USD. Les projets ont doublé leurs déboursements entre 2009 et 2010 passant de 8 millions USD à presque 16 millions USD. Ces investissements ont bénéficié à un total de 800 000 ménages, qui, grâce à l'appui du FIDA, ont d'ores et déjà pu augmenter leurs revenus de 60%.